

FAISONS CHANGER DE CAP À L'EUROPE

Si nous voulons aller vers un monde de paix, de solidarité et de justice, il faut commencer par avoir plus de paix, de solidarité et de justice en Europe. Pourtant, il est possible que l'Union européenne se désagrège à cause des graves erreurs politiques et économiques commises, de l'inadaptation de ses institutions et d'un exercice insuffisant de la démocratie. Les égoïsmes nationaux servent aujourd'hui de briques pour construire des murs et pour étouffer l'idée de la libre circulation des personnes en Europe. La maison européenne commune que décrit le « *Manifeste de Ventotene* », qui relie la perspective d'un État fédéral à la démocratie européenne, à la paix et à la lutte contre les inégalités, risque aujourd'hui la désintégration, effaçant ainsi les espoirs de millions d'Européens.

Au cours des dix dernières années, les politiques d'austérité ont freiné les investissements dans l'économie réelle, exacerbé les inégalités, provoqué la précarité et déstructuré le modèle social européen.

L'Europe doit être une terre de droits, de bien-être, de culture, d'innovation. Des meilleurs moments de son histoire, comme des tragédies qu'elle a vécues, elle devrait pourtant avoir retenu la valeur inestimable de l'accueil, de la paix, de l'égalité et du vivre ensemble.

L'Union européenne doit affronter les grands défis de notre époque en ré-insufflant de l'espoir dans l'idée d'Europe, celui d'un bien-être accessible à la collectivité toute entière, de droits solides et de la solidarité. Il est indispensable et urgent de redonner du sens à la politique pour éliminer les inégalités en mettant fin aux politiques d'austérité et aux instruments qui ont permis de les mettre en œuvre. Il est indispensable et urgent de recréer de la cohésion sociale et territoriale, de donner la priorité à l'environnement comme levier et moteur du développement en luttant contre les changements climatiques. Il est indispensable et urgent de réduire le fossé intergénérationnel et inter-genres, de favoriser la participation active des citoyens et d'introduire un socle européen de protection sociale. Il faut rejeter la guerre, respecter l'état de droit, garantir l'accueil des réfugiés et la liberté de migrer, s'engager à résoudre les problèmes mondiaux qui sont la cause des migrations.

Il faut une démocratie européenne, où la responsabilité appartiendra aux femmes et aux hommes qui éliront un gouvernement fédéral responsable devant le Parlement européen.

C'est pourquoi nous entendons agir pour que s'ouvre le 25 mars 2017 une phase constituante qui dépasse le principe de l'unanimité, impliquant les communautés locales, les acteurs économiques et sociaux, les mouvements de la société civile avec les représentants des citoyens, aux niveaux régional, national et européen, et qui s'épanouira lors des élections européennes du printemps 2019. C'est pourquoi nous avons décidé de tout mettre en œuvre pour provoquer une forte participation populaire le 25 mars 2017 à Rome et de susciter des initiatives analogues dans d'autres villes européennes.

L'Europe démocratique ne pourra s'imposer que si ses citoyens lui font changer de cap.